

INTERNATIONAL • GÉOPOLITIQUE

John Ralston Saul : « Ecouter les autochtones du Canada et réparer l'Histoire »

Dans un entretien au « Monde », l'essayiste réagit aux conclusions d'un rapport sur l'enquête nationale concernant les femmes et les filles autochtones, disparues et assassinées au Canada depuis les années 1980.

Propos recueillis par Anne Pélouas • Publié le 06 septembre 2019 à 15h44, mis à jour à 12h01

Article réservé aux abonnés

Essayiste et romancier canadien, John Ralston Saul a été président du prestigieux PEN Club International de 2009 à 2015. Il est notamment l'auteur du *Grand Retour* (Boréal, 2015), qui dresse le portrait sans fard ni misérabilisme des peuples autochtones du Canada. Il réagit aux conclusions du rapport final de l'enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones, disparues et assassinées au Canada depuis les années 1980.

Quelles sont les conclusions les plus importantes de ce rapport ?

Je suis impressionné par la profondeur de l'enquête réalisée. Les recommandations très nombreuses et détaillées de ce rapport tracent avec précision une voie montrant ce qui doit changer radicalement dans toutes les sphères relatives aux autochtones : l'attitude et le travail des policiers, fonctionnaires, juristes, éducateurs, services sociaux... Des actions sont identifiées pour chacune d'entre elles, afin de rendre justice aux autochtones et de « réparer » nos relations avec eux, à l'intérieur des communautés elles-mêmes et dans les villes où vivent la moitié d'entre eux. Cet exercice était essentiel. Maintenant, il faut accepter la vérité et que chacun prenne ses responsabilités. Je cite souvent cette phrase qui n'est pas de moi : « On n'est pas tous coupables, mais on est tous responsables ! »

Quelles sont les actions les plus urgentes à entreprendre ?

Elles concernent la police – au premier chef, la gendarmerie royale du Canada, notre police nationale – et le ministère des affaires autochtones, qui doivent radicalement modifier leurs façons de faire. Ils ont une lourde part de responsabilité dans les tragédies qu'ont vécues les autochtones au cours des cent cinquante dernières années.

Lire aussi | [Au Canada, un rapport alerte sur le « génocide » des femmes autochtones](#)

S'agissant de la police, dont les enquêtes concernant plus d'un millier de femmes disparues ou assassinées ont souvent été bâclées, il est urgent qu'elle soit mieux formée aux réalités des autochtones et qu'elle intègre dans ses rangs davantage de représentants des Premières Nations. Ensuite, il faut en finir avec le ministère des affaires autochtones, qui régent la totalité des programmes, dont l'éducation, le logement, destinés aux peuples autochtones (Premières Nations, Nation métisse et Inuits). Il faudrait en confier la gestion à des structures indépendantes, et surtout aux autochtones eux-mêmes qui le réclament à juste titre.

Par ailleurs, même si elle a depuis été modifiée à plusieurs reprises, la loi sur les Indiens datant de 1876 reste inacceptable. *[Le premier ministre]* Justin Trudeau a promis de la changer en profondeur. C'est une réforme de fond, complexe, qui se prépare en concertation avec les autochtones, mais qui prend du temps. Or, il y a urgence à réviser complètement cette loi.

Outre les féminicides autochtones, le rapport aborde de nombreux sujets : les enfants envoyés de force dans des pensionnats ou des établissements de santé dont certains ne sont jamais revenus ; les langues et les cultures autochtones en danger... Cet élargissement était-il nécessaire ?

Absolument. Il est tragique et scandaleux que tant de femmes autochtones aient été assassinées ou aient disparu sans qu'on s'en occupe vraiment. Il fallait entendre les témoignages de leurs familles. Il était tout aussi primordial que la commission aille au-delà, pour que ces drames ne soient pas isolés, mais replacés dans une problématique plus large.

Ces témoignages, diffusés en direct au Canada pendant les plus de deux ans et demi qu'a duré l'enquête, ont donné lieu à des réactions bouleversantes, notamment dans les communautés autochtones. Quelle importance donner à leur effet « thérapeutique » ?

Je ne crois pas qu'il soit bon de parler d'effet thérapeutique. Cela démontre plutôt que le droit à la parole et à l'écoute est essentiel. C'est un droit humain fondamental que peu de pays accordent, en dehors des tribunaux, à des victimes de drames aussi importants. A part l'Afrique du Sud *[au sein de la Commission vérité et réconciliation qui suivit la fin de l'apartheid]*, qui d'autre l'a fait ?

Depuis quarante-cinq ans, le Canada a multiplié les enquêtes sur des questions autochtones : droits territoriaux à la Commission royale sur le projet de pipeline de la vallée du Mackenzie (1974-1977), Commission royale sur les peuples autochtones (1991-1996), Commission de vérité et réconciliation du Canada (2007-2015), Commission d'enquête sur les relations entre les autochtones et certains services publics au Québec (2016-2019)... Finalement, les politiques canadiennes vis-à-vis des autochtones n'ont guère changé...

Je crois plutôt que toutes ces enquêtes ont été très utiles et qu'il faut les considérer comme un ensemble, notamment parce qu'elles concourent au « décapage » d'une fausse histoire, véhiculée depuis la seconde moitié du XIX^e siècle à propos des autochtones. Elles ont permis de montrer, entre autres, l'énorme contribution des autochtones à l'histoire de ce pays. Au Canada comme ailleurs, les minorités n'ont pas été à l'abri d'attaques. Les autochtones ont pâti de cette fausse vérité, véhiculée par les élites des empires impériaux, selon laquelle la culture dominante était supérieure ! L'histoire des empires et des Etats-nations, en Europe comme en Amérique, est marquée par ces attaques visant à détruire les minorités, leurs langues, leurs cultures. Le Canada cherche encore comment en parler. Or, pour comprendre ce qui s'est passé, il faut commencer par écouter les autochtones. Ce n'est jamais facile d'admettre les erreurs du passé. Très peu de pays le font.

Il y a eu des changements notables au Canada, mais ils ne sont pas assez rapides. Depuis cent cinquante ans, le gouvernement Trudeau est en fait le premier à avoir réellement mis les questions autochtones à l'ordre du jour et à appeler à l'action. Peut-être est-ce insuffisant, mais c'est un pas en avant très important. Les politiciens ne sont pas les seuls responsables de cette lenteur. Nous en sommes tous coupables : policiers, fonctionnaires, journalistes, intellectuels, citoyens...

Lire aussi | [Au Canada, l'expansion d'un oléoduc jugé dangereux pour l'environnement est gelée](#)

Les cas des femmes autochtones disparues ou assassinées ne datent pas d'hier. Il aurait fallu agir dès les années 1990 et 2000. Nous n'avons aucune excuse à ne pas l'avoir fait. N'oublions pas non plus d'être vigilants à l'échelle mondiale et de prendre au sérieux le retour du racisme et d'attitudes inacceptables envers les minorités. C'est tellement facile de leur faire porter le blâme dès que l'on se sent menacé comme majorité !

Dans ce rapport aux allures de manifeste, le terme de « génocide » est employé plus de 120 fois, soulevant des critiques. La rapporteuse spéciale de l'ONU sur les droits des peuples autochtones, Victoria Tauli-Corpuz, a renchéri mi-juin en lançant l'idée d'une enquête onusienne sur ce « génocide » autochtone afin, dit-elle, de mettre de la pression sur le gouvernement canadien. Que pensez-vous de ce qualificatif ?

Je n'aime pas que l'on se prononce à la place des autochtones. Il leur appartient de décider eux-mêmes – dans ce cas précis, les femmes autochtones – du vocabulaire qu'ils veulent utiliser. Les commissaires ont fait leur travail, frappant fort avec ce terme de « génocide ». Pour ma part, j'accepterai le discours émanant des communautés concernées. Quel que soit le vocabulaire utilisé, l'important est d'interroger notre mémoire. Au sein des Etats-nations occidentaux et du système westphalien, des choses terribles ont été commises pour effacer les cultures minoritaires, balayer les langues, les religions qui dérangeaient. Face à ces graves erreurs historiques, on s'attelle à les oublier, parce que c'est trop lourd à porter. L'honnêteté commanderait plutôt qu'on mette sur la table les exactions, les crimes, les tragédies des peuples et des minorités pour les regarder en face et, finalement, pour intégrer cette réalité dans notre histoire.

Je pense que l'expérience qu'on mène au Canada, en essayant d'agir différemment et en ouvrant une vraie discussion sur ces crimes envers les autochtones, constitue une étape cruciale. Elle permet une prise de conscience primordiale sur notre responsabilité, qui doit nous pousser à agir. Il faut encourager les Canadiens à lire ce rapport, en totalité ou en partie.

L'historien Bernard Bruneteau met en garde contre l'utilisation galvaudée du terme « génocide » et la récupération politique qui en découle. Quel est votre avis ?

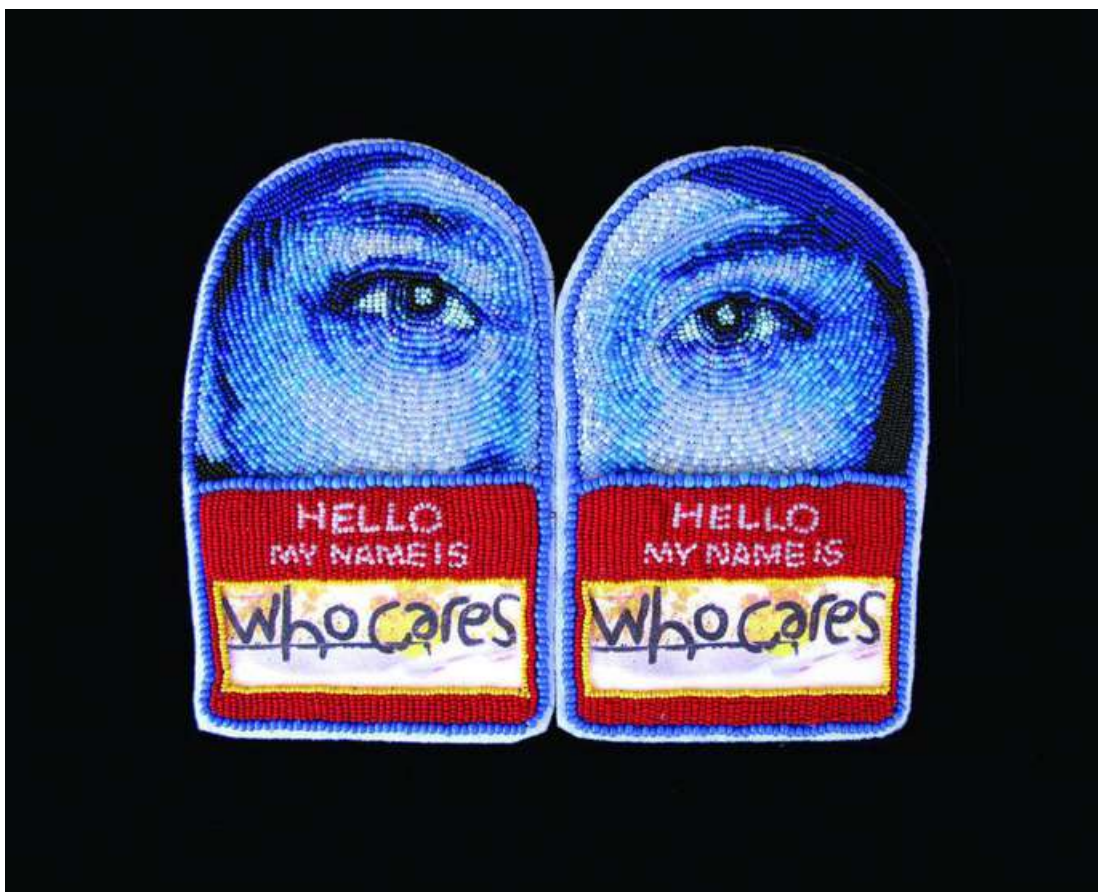
Je comprends son point de vue, mais je pense qu'il n'y a rien de statique. Ce que je retiens, c'est qu'au Canada les gens sont plutôt prêts à entrer dans un débat sur le souvenir, sur la mémoire de ce qui est difficile. Et c'est tant mieux, parce que, pour trouver le moyen d'aller vers la justice, il est important d'être ouvert aux débats, même pénibles.

Dans votre livre « Le Grand Retour », vous avez montré qu'un « réveil autochtone » était en marche au Canada. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Je voulais montrer qu'en un siècle à peine les Premières Nations, la Nation métisse et les Inuits ont fait un retour en force au Canada. Cela se poursuit. Les autochtones prennent leur place partout dans la société et c'est fantastique. Des milliers d'entre eux sont avocats, universitaires, gens d'affaires, fonctionnaires, docteurs, instituteurs, ambassadeurs, élus, ministres... Il y a des mouvements de jeunes militants, comme Idle No More (« Jamais plus l'inaction »), et de grands penseurs tels Richard Atleo, Taiaiake Alfred, Leroy Little Bear, Tanya Talaga... Et c'est un auteur autochtone, Niigaan Sinclair, qui vient de remporter le Winnipeg Free Press, le prix de la meilleure chronique dans un journal canadien.

Cela me ravit, car c'est un juste retour des choses. Dans ce pays, les peuples autochtones ont joué un rôle central pendant au moins trois siècles, après l'arrivée des Français, des Ecossais, des loyalistes...

Au milieu du XIX^e siècle, le pouvoir s'est inversé d'une manière scandaleuse mais, aujourd'hui, leur influence s'accroît. Tant mieux : nous avons tellement à apprendre d'eux !



« Hello My Name Is Who Cares » (« Bonjour, mon nom est On s'en fiche »), est-il écrit sur ces semelles de mocassins, exposées dans le cadre du projet Walking With Our Sisters. Cette initiative, lancée en 2012 par l'artiste métisse Christi Belcourt, a pour objectif de sensibiliser au deuil des familles de femmes autochtones disparues ou assassinées au Canada. Des artistes du monde entier ont été invités à y contribuer, notamment en personnalisant des mocassins en hommage à ces femmes. Plus de 1 700 paires ont ainsi été collectées et exposées au Canada et aux Etats-Unis. Celle-ci a été créée par l'artiste Teresa Burrow, qui se décrit comme « une étrangère fébrile, une femme sauvage, transplantée en milieu urbain avec des racines plongeant dans le nord ». Titulaire d'un baccalauréat en beaux-arts de l'université du Manitoba obtenu en 1984, elle a suivi une formation en gravure, avant d'étendre son art à la peinture, à la photographie, ou encore au perlage. Courtesy Walking With Our Sisters

Anne Pélouas (Montréal, correspondance)